



**DECISION N° 023/2022/ARMP/CRD/DEF DU 09 MARS 2022  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (CRD) STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES, SUR LA SAISINE DE L'ECOLE NATIONALE DE  
CYBERSECURITE (ENC) TENDANT A OBTENIR UNE DEROGATION POUR LA MISE  
EN PLACE D'UNE COMMISSION DES MARCHES, POUR SA GESTION 2022**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié par le décret n° 2020-22 du 7 janvier 2020 ;

VU le décret n° 2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation (CR) de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 07-20 du 28 avril 2020 portant désignation des membres du Comité de Règlement des Différends ;

VU la requête de l'Ecole nationale de Cybersécurité (ENC)

Madame Mame Aïssatou Dieng TRAORE, Auditrice interne, entendue en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président, de Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics, secrétaire rapporteur du CRD, assisté de ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision ;

Par lettre n° 0052/DG/SG/CDRFM, du 17 février 2022, reçue le lendemain à l'ARMP, l'Ecole nationale de Cybersécurité (ENC) a saisi le Comité de Règlement des Différends d'une demande de dérogation, pour la mise en place, en son sein, d'une commission des marchés, pour la gestion 2022.

## **LES MOYENS DEVELOPPES PAR L'ECOLE NATIONALE DE CYBERSECURITE (ENC)**

La justification de la demande de dérogation de l'ENC s'appuie sur :

- le statut de la structure qui est un établissement public, à caractère administratif, placé sous la tutelle administrative du Président de la République et, la tutelle financière du Ministre chargé des Finances.
- l'insuffisance de son personnel permanent composé de onze agents qui ne permet pas de satisfaire les conditions fixées par l'arrêté n°000864 du 22 janvier 2015, fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés.

### **OBJET DE LA DEMANDE**

Il ressort de la saisine et des moyens qui la sous-tendent qu'il s'agit d'une demande d'autorisation de mise en place d'une commission des marchés, en dérogation à l'arrêté n°000864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés.

### **EXAMEN DE LA DEMANDE**

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés publics, au niveau de chaque autorité contractante, est mise en place, une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances, après avis de l'organe chargé de la régulation des marchés publics ;

Considérant que l'article 36 alinéa 1<sup>er</sup> dudit Code dispose que les commissions des marchés sont composées des représentants de l'autorité contractante dont le nombre et les conditions de désignation sont déterminés pour chaque catégorie d'autorité contractante, par Arrêté du Ministre chargé des Finances, après avis de l'organe chargé de la régulation des marchés publics, ainsi que des représentants des autres Administrations et organismes concernés, mentionnés à l'article 37 dudit Code ;

Que l'alinéa 5 dudit article précise que pour chaque membre titulaire, il est désigné un suppléant ;

Considérant que l'Arrêté n° 00864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des autorités contractantes, pris en application de l'article 36 susvisé, dispose en son article 2.d que pour les sociétés nationales, les sociétés anonymes à participation publique majoritaire, les établissements publics et les agences ou autres organismes dotés de la personnalité morale, les représentants de l'autorité contractante dans les commissions des marchés sont au nombre de quatre (4) :

- le président ;
- le directeur financier ou son représentant ;
- le responsable des services techniques ou son représentant ;
- le responsable chargé des approvisionnements et marchés ou son représentant ;

Que l'article 5 dudit arrêté précise, en son alinéa 2, que ces représentants doivent être de niveau cadre ou assimilé ;

Considérant qu'il ressort du décret n° 2018-1954 du 06 novembre 2018, portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Ecole nationale de Cybersécurité (ENC), qu'elle est un établissement public à caractère administratif ;

Qu'elle est, donc, une autorité contractante, au sens de l'article 2 du Code des Marchés publics et est, de ce fait, soumise à l'obligation de disposer d'une commission des marchés dans les conditions édictées par la réglementation ;

Considérant que l'examen de la décision n° 01/2022 du 16 février 2022, transmise par le directeur de l'Ecole nationale de Cybersécurité et portant nomination des membres de la commission des marchés, révèle, un écart entre l'effectif des représentants de l'autorité contractante, ainsi que leurs suppléants au nombre de deux (2), et celui exigé par la réglementation au nombre de quatre (4) ;

Que donc l'ENC ne s'est pas conformée aux dispositions de l'arrêté susvisé dans la composition des membres de la commission des marchés d'un établissement public qui voudrait qu'en dehors du Président, le directeur financier ou son représentant, le responsable des services techniques ou son représentant, le responsable chargé des approvisionnements et marchés ou son représentant soient membres de ladite commission des marchés ;

Considérant toutefois que l'analyse de la liste du personnel permanent de l'ENC permet de rétablir le respect des dispositions de l'arrêté n° 00864 rappelé ci-dessus, par une reconstitution de la commission aux fins d'obtenir quatre (4) représentants de l'autorité contractante qui d'une part, intègre dans celle-ci, le directeur de la formation permanente, en qualité de responsable des services techniques, et d'autre part fait abstraction des suppléants, eu égard à l'absence de qualifications requises au niveau du personnel restant ;

Qu'ainsi, dans ces conditions, il y a lieu d'autoriser l'ENC, à titre exceptionnel, à mettre en place, au titre de la gestion 2022, la commission des marchés composée comme suit ;

1) le président ;

- Monsieur Ismaila Diop, spécialiste en sécurité des systèmes d'information,

2) le directeur financier ou son représentant ;

- Monsieur Lansana Sarr, Chef de la Division des ressources financières et matérielles

3) le responsable des services techniques ou son représentant ;

- Monsieur Amadou Tidiane Barro, directeur de la formation permanente ;



4) le responsable chargé des approvisionnements et marchés ou son représentant ;

- Mme Soda Sow Thiaré, Chef du bureau de la comptabilité des matières ;

5) les représentants du Contrôle financier

titulaire : Monsieur Mouhamed Lamine Ka

suppléant : Monsieur Abdoulaye Ousseynou Faye

6) les représentants de la Présidence de la République

titulaire : Monsieur Boucar Siga Diouf

suppléant : Monsieur Cheikh Bâ

Qu'il y a lieu, également, d'ordonner à l'ENC, de communiquer la copie de l'acte de nomination des membres de la commission, à l'Autorité de Régulation des Marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics et de leur faire signer, une déclaration indiquant qu'ils ont pris connaissance de la Charte de Transparence et d'Éthique ;

Considérant qu'il ressort de l'instruction du dossier que la demande de mise en place d'une commission de marché pour la gestion 2022 intervient, après celles, qui avaient été satisfaites, à titre exceptionnel, et dans les mêmes conditions, par décisions du CRD n° 093/2020/ARMP/CRD/DEF du 17 juin 2020 et n° 026 bis /2021/ ARMP/CRD/DEF du 17 février 2021 ;

Qu'il y a lieu pour éviter la répétition de cette situation de recommander à l'ENC, pour les gestions ultérieures, de prendre les dispositions nécessaires, pour recruter un personnel qualifié, nécessaire pour assurer les fonctions de membre de commission des marchés ;

#### **PAR CES MOTIFS :**

- 1) Constate que l'Ecole nationale de Cybersécurité (ENC) est une autorité contractante au sens de l'article 2 du Code des marchés publics ;
- 2) Dit que l'Ecole nationale de Cybersécurité doit se doter d'une commission des marchés conforme à l'Arrêté n° 00864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des autorités contractantes ;
- 3) Constate, toutefois, que l'Ecole nationale de Cybersécurité (ENC) ne dispose pas, dans sa partie sénégalaise, d'un personnel lui permettant de se conformer à l'arrêté précité ;
- 4) Autorise, en conséquence, l'Ecole nationale de Cybersécurité (ENC), à titre exceptionnel, et dans le cadre de la poursuite de ses missions, à mettre en place, au titre de la gestion 2022, une commission des marchés dont la composition est décrite plus haut ;


- 5) Lui ordonne, de communiquer la copie de l'acte de nomination des membres de la commission, à l'ARMP et à la DCMP et, de leur faire signer une déclaration indiquant qu'ils ont pris connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique ;
- 6) Lui recommande, de prendre les dispositions nécessaires, aux fins de recruter du personnel qualifié, pour les gestions à venir ;
- 7) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à l'Ecole nationale de Cybersécurité (ENC), ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le portail officiel des marchés publics.

**Le Président**

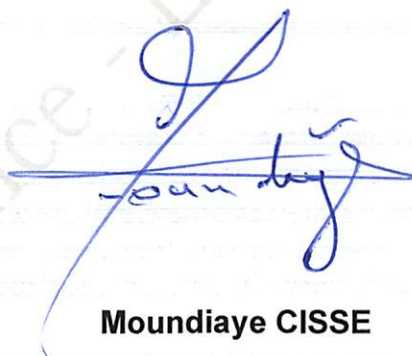


**Mamadou DIA**

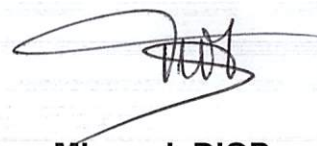
**Les membres du CRD**



**Aïssé Gassama TALL**



**Moundiaïye CISSE**



**Mbareck DIOP**

**Le Directeur Général,  
Rapporteur**



**Saër NIANG**